



# Stanislas: le gouvernement reconnaît "un non-respect de Parcoursup"

( ), (AFP) -

La porte-parole du gouvernement Prisca Thevenot a reconnu mercredi qu'il y avait eu "un non-respect de Parcoursup" de la part de l'établissement privé Stanislas, contournement révélé par Mediapart au sujet notamment d'un des fils d' Amélie Oudéa-Castéra.

La nouvelle ministre de l'Education est au coeur de plusieurs polémiques depuis sa nomination. Gabriel Attal a "une pleine confiance" en elle, a assuré Prisca Thevenot.

Le président de la République Emmanuel Macron avait déjà publiquement soutenu la ministre lors de sa conférence de presse mi-janvier.

Selon un rapport dévoilé la semaine dernière par le média en ligne, certains élèves de Stanislas, dont le fils aîné d'Amélie Oudéa-Castéra, ont été "incités à renoncer à leurs autres voeux dans Parcoursup" en échange de la "garantie d'être admis" en classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE).

"Il y a effectivement eu un non-respect de Parcoursup", a admis Prisca Thevenot lors d'un point presse à l'issue du Conseil des ministres. Ce rapport, publié en août dernier, a "été suivi d'effet très rapidement", a-t-elle assuré.

Interrogée sur le choix de la ministre de scolariser ses enfants dans des classes non mixtes, la porte-parole a expliqué qu'Amélie Oudéa-Castéra lui avait assuré qu'elle n'était pas à l'initiative de cette décision qui venait de "ses enfants".

"Est-ce qu'elle aurait dû s'y opposer?", a interrogé Prisca Thevenot.

"Ne faisons pas de procès d'intention. Jugez-moi sur mon action de ministre, jugez-moi sur mon ambition pour l'école publique", a plaidé de son côté Amélie Oudéa-Castéra lors des questions au gouvernement au Sénat, en réponse à une question du sénateur communiste Pierre Ouzoulias sur les "dérives" de certains établissements privés sous contrat qui "organisent un séparatisme social et scolaire".

"Depuis quelques jours, j'entends parler de ce séparatisme scolaire au profit de l'école privée. Je le redis: n'opposons pas l'école publique et l'école privée, qui concourent ensemble au service public de l'enseignement", a-t-elle souligné.

"En parlant pour le privé de séparatisme scolaire, vous stigmatisez les choix de millions de parents. Je suis très claire: la République ne tolère aucun séparatisme, encore moins s'agissant de l'école", a-t-elle assuré. "Les règles qui s'appliquent aux établissements privés sont celles de la République et je serai intransigeante sur le respect de la laïcité, comme sur le respect de la liberté de l'enseignement".

Afp le 24 janv. 24 à 16 23.